

Défendant nos valeurs au Mali, au prix de leur vie, nos soldats sont aussi l'expression lointaine de la sécurité à assurer loin de nos frontières, y compris au profit de l'Europe.

Le respect dû à nos soldats morts au combat

Nul doute que la mort de nos 13 soldats en opération de combat dans le Sahel le 25 novembre puisse interpeller. La Nation, les autorités politiques et militaires, leurs frères d'armes leur rendront un juste hommage sur le pont Alexandre III à 11h30 puis aux Invalides ce 2 décembre, jour aussi de la commémoration d'une grande victoire française, celle d'Austerlitz en 1805. Elle est commémorée annuellement par les saint-cyriens car c'était la première fois que des Saint-Cyriens sortis de l'École Spéciale Militaire créée en 1802 par l'empereur, tombaient au champ d'honneur. A nouveau, parmi nos 13 camarades, des saint-cyriens sont morts en opération.

Néanmoins, aujourd'hui plus qu'hier, chacun doit prendre conscience qu'il s'agit de pertes au combat comme cela arrive malheureusement dans toutes les opérations militaires et non d'un « *accident* » avec des « *victimes* » pouvant faire l'objet d'une information au titre des faits divers comme dans le Parisien du 26 novembre (Cf. [Le Parisien du 26 novembre 2019](#)).

Une opération militaire était en cours au Mali contre des terroristes islamistes et nos soldats sont tombés en tant que combattants dans une opération de combat. Nous ne devons pas l'oublier et nous devons refuser toute comparaison entre un accident dans la société civile et ce qui est arrivé au Mali. En revanche, n'oublions pas ceux qui combattent au nom de nos valeurs pour nous protéger. Honorons nos soldats morts en opération, soutenons leurs familles mais soyons forts et résilients. Nous leur devons cela.

C'est pourquoi nous ne devons pas accepter le dénigrement soi-disant satyrique par ce dessin honteux de Charlie Hebdo, publication d'extrême-gauche et notoirement antimilitariste qui peut exister aujourd'hui grâce à la protection des forces armées et de sécurité. À se demander si Charlie Hebdo mérite une telle protection au nom de la « *liberté d'expression* », liberté que la rédaction de Charlie Hebdo aurait pu modérer au moins par respect aux soldats décédés. La caricature publiée par Charlie Hebdo ne peut conduire qu'à un rejet plus fort de **#jesuischarlie** et de ce que cette tendance politique représente vraiment.

Le chef d'état-major de l'armée de Terre a légitimement adressé une lettre ouverte à sa rédaction (Cf. [Lettre ouverte du CEMAT à Charlie Hebdo](#)) et l'a invitée à honorer nos morts ce 2 décembre. Sera-t-elle présente ou son antimilitarisme « *primaire* » d'un autre temps prendra-t-il le dessus ? La question mérite d'être posée puisque les tentatives de polémiques de l'extrême-gauche, vite éteintes mais si affligeantes émergent avec cette faiblesse de notre société à assumer ses engagements.

Il est vrai que l'extrême-gauche peut dire et faire ce qu'elle veut en France sans susciter réellement de critiques, même s'opposer à un procureur et agresser des gendarmes lors d'une perquisition du siège de LFI, avec pour simple sanction demandée trois mois avec sursis et 8000 € d'amende pour Jean-Luc Mélenchon. N'y-a-t-il pas quelque chose de malsain dans notre République ?

Ces pertes humaines au Sahel sont-elles le symbole de notre échec, de celui de l'Europe ?

Ces pertes humaines au Sahel sont-elles le symbole de notre échec, de celui de l'Europe ? Perdre des soldats au combat n'est pas une preuve d'un quelconque échec, encore moins celui d'une stratégie. La France aujourd'hui contrôle et combat avec seulement 4 500 hommes sur un territoire grand comme dix fois la France, à cheval sur plusieurs États. En revanche, cette sécurité assurée en partie par la France, l'est aussi au profit de l'Europe. Finalement, le débat actuel suscité par les déclarations du président de la République et ces pertes au combat pourraient inciter l'OTAN à intervenir avec les forces et les moyens nécessaires avec l'avantage de la coordination des actions face une menace commune, celle de l'islamisme radical que tous les États dénoncent.



Il s'agit bien de la sécurité de l'Europe et la conférence à laquelle j'assistais les 26 et 27 novembre a bien montré que le sujet était d'actualité même si, comme à l'accoutumé, la menace russe était fortement évoquée. Cette conférence annuelle sur la sécurité en Europe à Berlin (BSC) (Cf. [Programme du BSC](#)) rassemble depuis 18 ans les experts de la défense de l'Union européenne, de l'OTAN mais accueillait des délégations russes et chinoises.

Face à la perte de nos soldats, je peux affirmer que l'émotion a été grande parmi les États participants, les politiques, les militaires, les civils présents. L'engagement de la France est connu et reconnu, sa peine partagée.

Faisant suite aux déclarations du président Macron sur la « mort cérébrale de l'OTAN », cette conférence a tout aussi naturellement évoqué la défense de l'Europe et la place de l'OTAN sans toutefois citer directement notre président. La situation est cependant claire. Pour répondre au

terrorisme, aux menaces russes, cyber ou aux actions d'influence, à la militarisation des réseaux sociaux, à la guerre hybride, à la pression migratoire, à la déstabilisation climatique, l'OTAN est indispensable à la sécurité de l'Europe tout comme l'implication américaine est incontournable. Nous partageons et défendons les mêmes valeurs démocratiques, sinon le même idéal du « *Monde libre* ».

Focalisé autour de la participation italienne, ce colloque sur le thème de la sécurité en Méditerranée a cependant montré que les marines italiennes, allemandes et l'OTAN en étaient les garants. Il est regrettable que la marine française qui est loin d'être négligeable et qui a peut-être un rôle à jouer dans la sécurité de la Méditerranée n'ait pas été associée (ou présente) aux différentes séances plénières ou tables rondes traitant du sujet.

Toujours concernant la Méditerranée, l'initiative « *Nato hub* » activée en 2018 a été présentée. Dans sa zone d'action (Afrique du nord, Sahel, Afrique subsaharienne et Moyen-Orient), sa mission est de partager l'information et développer la coopération en matière de sécurité. Elle comprend la participation à la stabilité et au renforcement des institutions démocratiques, la compréhension des dynamiques régionales, d'identifier les opportunités, de contribuer à la coordination des actions, mais aussi l'intégration des perspectives régionales, à partir d'un point de vue africain et moyen oriental, et pas uniquement « *occidental* », en bref une approche de la communication interculturelle. Le partage de l'information est favorisé par un accès libre à la documentation [sur le site « *Nato Hub* »](#).

Hormis Alice Guitton, la directrice de la DGRIS au ministère des Armées, lors d'une séance plénière, les conférences ont largement laissé la place à la vision des autres Etats européens sur la sécurité en Europe, beaucoup de déclarations mais peu de volonté pour combattre sur le terrain. Le terrain se tient et la France était à mon avis largement sous-représentée. Aucun industriel français n'était présent parmi les nombreux exposants. C'est regrettable.

Quelques idées intéressantes sont cependant apparues

Selon les intervenants, il s'agit de finir l'architecture de l'OTAN, de faire évoluer sa complémentarité avec l'Union européenne, rechercher un meilleur partenariat avec l'industrie de défense avec une moindre dépendance aux matériels américains, finalement construire le second pilier de l'OTAN cette fois européen. Cela signifie plus d'investissements dans la défense.

La trop faible puissance militaire de l'Union européenne lui donne en effet peu d'influence sur les relations internationales. Comme le rappelait en clôture l'ancien président de parlement européen, le Dr Hans-Gert Pöttering : « *Il n'est pas légitime de critiquer les choix des Américains en Syrie dès lors que l'on n'est pas capable de remplir les mêmes missions et donc de les remplacer* ».

En développant une dimension militaire, l'Union européenne doit obtenir une plus grande visibilité par l'affirmation de sa puissance mais cette défense doit être assurée en complémentarité avec l'OTAN. C'est d'ailleurs le même discours qu'à la conférence de 2018 (Cf. [Mon billet du 24 décembre 2018. Vous avez dit « *armée européenne* » ?](#)). Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui l'Europe doit être capable d'agir seule en fonction de ses intérêts sans

dépendre d'alliés incertains dans ces zones d'intervention que sont l'Est de l'Europe, la Méditerranée, le Nord de l'Afrique et le Moyen-Orient dont l'instabilité influence indubitablement la stabilité de l'Europe.

La place donnée à la relation transatlantique est une question de fond et tous souhaitent le retour à la normalité, en rappelant cependant que la question n'est pas militaire - l'OTAN fonctionne - mais politique avec le président Trump... qui demande comme B. Obama avant lui l'augmentation du budget de la défense des différents pays. La présence militaire et financière des États-Unis en Europe est pourtant une réalité mais cela n'apparaît pas dans les tweets ! Notons néanmoins que, depuis 2016, les membres de l'OTAN ont augmenté leur budget de la défense de 41 milliards d'euros.

Enfin, dans les zones dites « *grises* » où aucun État n'assume son agressivité mais qui la met en pratique, il faut apprendre à réagir intelligemment aux provocations sans être entraîné dans la mise en oeuvre de l'article V de l'OTAN ou de l'article 42 du traité de Lisbonne qui instaure une clause de défense mutuelle. C'est le grand danger des tensions aujourd'hui.

Faire évoluer la doctrine et la partager

Doctrinalement, surtout en ce moment où l'on doute de nos systèmes de sécurité, se profile une nouvelle stratégie, celle de la « *projection de la stabilité* ». Comme l'évoquait Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, « *If our neighbors are more stable, we are more secure* ».

Une orientation semble ainsi apparaître suite aux expériences passées. En effet, la mise en oeuvre de la doctrine contre-insurrectionnelle en Afghanistan a entraîné l'OTAN dans des opérations dites « *mission creep* », selon des voix américaines, c'est-à-dire qui ne sont pas de son domaine de compétence.

L'Irak a été pour sa part un test pour la projection de stabilité. Il ne s'agit plus de remplacer les forces locales mais de former les instructeurs, de les soutenir mais pas de les remplacer sur le terrain. En fait, nous redécouvrons l'utilité de l'assistance militaire opérationnelle (Cf. [Mon billet du 13 avril 2014](#)) quand la doctrine de contre-insurrection n'est pas victorieuse. Cependant, on oublie peut-être que, si nos soldats comme au Mali se battent, c'est bien que l'efficacité des forces locales n'est pas au rendez-vous malgré des années de formation, le soutien logistique, les budgets accordés.

De même, il a été rappelé que les doctrines élaborées par l'Union européenne n'étaient pas communiquées à l'OTAN. Ce partage serait déjà le premier pas pour une meilleure complémentarité d'autant que les officiers rédacteurs sont bien souvent les mêmes.

Pour conclure

Nos soldats morts au Mali servaient non seulement la France mais aussi l'Europe. Pourtant, notre pays a été laissé bien seul dans cette guerre africaine. Il est temps de partager le fardeau du prix du sang.

Certes, déployer des forces de combat au nom de l'Union européenne ne semble pas être raisonnable d'autant qu'elle fournit une assistance à la formation des forces locales.

En revanche, déployer une force de l'OTAN dans cette zone serait la preuve de son utilité et sans doute la fin de sa « *mort cérébrale* » d'autant que l'une de ses missions est la lutte contre le terrorisme. Elle s'est bien déployée en Afghanistan et elle ne pourrait pas le faire dans le Sahel ? Je n'ose pas y croire. Attendons ces 3 et 4 décembre les résultats du prochain sommet de l'OTAN à Londres. Que ce soit l'OTAN ou l'Union européenne, ces entités doit devenir des fournisseurs de sécurité. Le Sahel pourrait être l'opportunité de développer cette complémentarité souhaitée à la BSC de Berlin.